

A LIRE, A DISCUTER, A
MEDITER, A REPRODUIRE,
A AFFICHER, A FAIRE
CIRCULER

Abonnement (2 carnets de timbres
pour un an)

11, rue S. ALLENDE
92220 BAGNEUX

TEL : 06 03 63 70 61

Sur Internet :

<http://www.mygale.org/01/zone5/>

2 novembre 1998

N°59

CINQUIÈME ZONE

Aux lecteurs de Cinquième zone

1) Je désire recevoir 1, 2 ou 3
exemplaires de *Cinquième zone*
à chaque parution (ci-joint 2
carnets de timbres).

2) Je souhaite entrer en contact
avec *Cinquième zone*.

Nom :

Prénom :

Téléphone :

Adresse :

Y EN A MARRE DE LA GALERE !

"Lycéens en colère, y en a marre de la galère !" Cinq cent mille bouches de jeunes, lycéennes et lycéens, l'ont scandé, l'ont crié, l'ont chanté, dans toutes les villes de France .

Allègre, dans le style épais qui fait son charme, assure avoir compris les jeunes avant tout le monde. Si ! Si ! Allègruiha ! La preuve ? Il débloque 4 milliards, crée 14 000 "présences adultes supplémentaires dans les établissements" (une périphrase qui signifie qu'il ne s'agit pas de vrais emplois) et ampute les programmes.

Gros ballot fait le finaud. Ses 4 milliards ? Ce sont les régions qui sont sommées de les emprunter pour rénover les locaux. Les 14 000 "présences" ? Allègre avait supprimé 3 000 postes de surveillants. Il les rétablit, à mi-temps. Et voilà comment on crée 6 000 "présences" sans déboursier un sou supplémentaire. Quant aux autres, il s'agit d'emplois jeunes dont la création a déjà été annoncée 40 fois. Pour Allègre, un emploi annoncé 100 fois = 100 emplois ! Les programmes amputés ? Bravo. Il suffirait que tout candidat capable de déchiffrer un discours d'Allègre et de faire les quatre opérations (sans virgules) soit reçu au bac avec mention et promis à un brillant avenir ministériel. Bref, Allègre se fout des lycéens, en long, en large et en diagonale (si on peut se permettre cette notion qui, désormais, ne sera abordée qu'en Maths Spé, deux ans après le bac S). Cela dit, malgré lui, il illustre le principe d'Archimède qui dit que tout Ministre plongé dans une contestation vigoureuse subit de bas en haut une pression qui le pousse à lâcher du lest d'une façon proportionnelle à la densité de la contestation et inversement proportionnelle à la masse du ministre. CQFD : Allègre a donc lâché des moyens alors qu'il aurait juré, quinze jours auparavant, qu'il ne les avait pas. Et menteur avec ça !

Pourtant, si Allègre essaie de répondre (en trichant !) aux questions subsidiaires, c'est pour essayer de faire l'impasse sur la préoccupation principale des jeunes : la galère ! Parce que, sur ce problème-là, il est collé ! Zéro à la question ! Parce qu'elle est politique.

En réalité, ce n'est pas seulement pour quelques moyens supplémentaires que des centaines de milliers de jeunes sont descendus dans la rue. C'est pour dire qu'ils en ont assez de la pauvreté, celle de l'école mais aussi, bien au-delà, de toutes les misères et de toutes les saloperies engendrées par une société où le fric est roi, le travail rien. Et si Allègre n'entend pas, ce n'est pas parce qu'il est stupide (encore que !) ou sourd. C'est parce qu'il est le Ministre (le défenseur !) d'un ordre social où pour que les privilégiés puissent

vivre leur vie de privilégiés, les jeunes, les pauvres et les exploités doivent subir la galère.

Les jeunes posent le problème de toute la société et celui de son avenir. C'est un problème, le plus politique qui puisse être. Mais parce que (non sans raisons) ils n'ont confiance dans aucune des forces politiques, ils craignent la "récupération" et se méfient de toutes les "coordinations" qui prétendent parler en leur nom.

Il faut pourtant que le mouvement trouve une voix pour s'exprimer. Encore une fois, il n'est guère d'autre solution que l'organisation démocratique en commençant par le commencement : que chaque lycée élise ses représentants à une coordination locale, à une coordination régionale, à une coordination nationale reconnue et contrôlée par les jeunes eux-mêmes.

C'est ainsi que le mouvement ira de l'avant. Aussi bien sur les revendications de ceux qui sont encore scolarisés que sur le sort de ceux qui ne le sont plus. La solidarité a fait la force du mouvement des lycéens. Elle fera, s'ils s'en donnent les moyens, la force du mouvement de toute la jeunesse.

C'EST LE BORDEL ? ALORS VIVE LE BORDEL !

Voilà qu'Allègre se prend pour le général De Gaulle (est-ce la période des chrysanthèmes qui lui fait se souvenir de lui ?) Il dit non à la «chienlit» et « le lycée est fait pour étudier».

Beaucoup de reproches sont faits aux lycéens sur le manque d'organisation, voire de démocratie et sur ses divisions . Bien-sûr, c'est vrai que dans la grande majorité des villes, il n'y a pas d'Assemblée Générale par lycée qui décide de la conduite du mouvement, qui élise et révoque leurs représentants etc... Mais si cette démocratie là voyait le jour à grande échelle, ils seraient nombreux, politiciens et journalistes, à avoir peur du mouvement lycéen. Mais même sans cela, les lycéens ont prouvé avant les vacances que s'accaparer les panneaux d'affichages, rédiger ses slogans et les gueuler haut et fort de centaines de milliers de voix c'est déjà un début de démocratie. En manifestant par milliers, même en ordre dispersé, ils ont déjà fait plus que les palabres d'Allègre. La solidarité, ils ne font pas qu'en parler, ils la pratiquent, eux ! Alors que leur « Ras le Bol » continue de s'exprimer, il s'organisera de lui-même et chienlit ou pas, il faut faire ravalier sa démagogie à Allègre .

DANS LE COURRIER DE CZ

Les témoignages de Céline, Christelle et Thomas dénonçant ce qui se passe (les violences, le business, le deal) dans leurs cités (CZ n°54) a déplu à un jeune de Limoges qui a envoyé la réponse suivante.

Les trois jeunes qui ont parlé des quartiers (CZ du 20 juin) sont le genre de jeunes qui, lorsqu'ils sortent de chez eux, traversent le porche en courant de peur de se faire agresser. Ils ne vivent pas, ils croient comprendre mais ils ne comprennent pas.

Comme s'ils avaient le choix, les "voyous" ! Les trois jeunes donnent des banlieusards une image de voyous. Les gens ne comprennent pas pourquoi les banlieusards en arrivent là (à vendre du shit, à "agresser des vieilles", à se trimballer avec des flingues, à "fournir de la came à son frère"). Tout ce qu'ils voient, c'est le résultat.

Je suis désolé, on ne peut pas chercher du travail. Il n'y en a plus. A moins que traîner les boîtes d'interim soit du travail ! De toute façon, ça décourage. Alors, on met ses espoirs dans la facilité.

Quand on voit son ami mourir de cachetons, un autre tomber dans l'alcool (drogue très dure !), un autre qui tue un pote, "on ne peut pas les traiter de voyous", on ne peut pas se permettre. Ils ont besoin d'aide, pas d'une image.

Il faut les prendre au sérieux, les petits frères, parce qu'ils tombent très vite.

On aimerait bien que ceux qui pensent avoir des réponses le disent ! (lettre à CZ, message sur Internet ou sur le répondeur).

UNE JUSTICE DE CASSE !

La justice s'est révélée expéditive pour punir de lourdes peines les casseurs de la manif parisienne du 15 octobre. Peu lui importe d'avoir condamné à de la prison avec sursis des jeunes lycéens qui n'avaient comme seul tort que de se trouver au mauvais endroit à la mauvaise heure, celle des casses. Et à des peines de prison ferme pour certains «casseurs». « Puisque nous sommes tous égaux devant la loi » ce serait bien que la justice soit aussi diligente pour un des plus grand «casse du siècle», celui du Crédit Lyonnais ou plus de 100 milliards de francs se sont volatilisés, mais pas pour tout le monde. Seulement voilà, ceux qui se sont «amusés» avec l'argent du contribuable ont pignon sur rue, ils ne viennent pas de la rue !

UN DICTATEUR ENCOMBRANT

Que faire de Pinochet ? Cette question embarrasse tous les gouvernements d'Europe. Immunité ? Extradition ? Prison ? D'appels en nouveaux jugements, l'avenir de Pinochet est incertain.

En effet, Pinochet est le dictateur qui, durant 17 ans, avec l'aide directe des USA, a écrasé le Chili sous son talon de fer. Disparitions, arrestations, tortures, exécutions, toutes les exactions possibles, (qu'elles viennent de la police ou de l'armée), ont eu lieu sous sa dictature.

S'il est seul en cause aujourd'hui, en 1973, Pinochet n'était pas seul pour faire son coup d'Etat.

L'arrivée au pouvoir, 3 ans auparavant, du socialiste Allende (celui des collèges et des places), malgré un programme électoral assez modeste, avait déplu aux USA. Les réformes proposées par Allende ne paraissaient pourtant pas devoir bouleverser l'économie chilienne : quelques hausses de salaire et quelques nationalisations. C'était peu mais c'était déjà trop pour les propriétaires et les patrons chiliens et leurs soutiens américains. Ils firent donc tout pour faire tomber le gouvernement.

Avec l'appui direct de la CIA, était organisée la ruine de l'économie chilienne : à l'extérieur, au moyen de la baisse mondiale des cours du cuivre, (la principale ressource du pays), à l'intérieur avec une grève des camionneurs, payée et organisée par le syndicat patronal, (dans un pays où tous les transports se font par la route)

Face à la tourmente de l'inflation, le gouvernement d'Allende répétait qu'il ne fallait pas faire grève et revendiquer... il fallait attendre...

Malgré l'agitation dans les casernes, malgré les mouvements de troupe, malgré les menaces de coup d'état de plus en plus précises, Allende soutenait qu'il fallait faire confiance à l'armée "démocratique"... de Pinochet !

Tout cela se termina dans un bain de sang pour les travailleurs chiliens et y compris pour Allende lui-même, suivi de l'emprisonnement ou de l'exil de centaines de milliers de Chiliens. 17 ans plus tard, Pinochet passait la main, il restait chef des Armées puis "Sénateur à vie", en ayant fait voter une loi interdisant de juger les crimes commis durant la dictature.

Ayant pris sa retraite, Pinochet se croyait comme d'autres retraités-dictateurs, intouchable et libre d'aller où bon lui semblait (Marcos des Philippines, Mobutu du Zaïre, Duvalier d'Haïti qui coule des jours tranquilles sur la côte d'Azur). Quelques magistrats, poussés par les familles des victimes, en ont jugé autrement, et c'est tant mieux.



La journée du 17 octobre a été proclamée par l'ONU "Journée mondiale du refus de la misère". Que s'est-il passé ce jour-là et après ? Rien. On a seulement appris que 32% de la population des pays pauvres et un être humain sur cinq dans le monde, vivent avec moins de 6 francs par jour, et que 800 millions d'humains souffrent de la faim. Un rapport précise qu'on produit largement de quoi nourrir convenablement tout le monde, la production mondiale ayant encore progressé.

Morale : la richesse des uns engendre la pauvreté des autres. Ou, le travail du grand nombre crée la richesse du plus petit.